

DEBATS

Samir Aita

Rédacteur en chef du *Monde diplomatique éditions arabes*, et président du Cercle des économistes arabes

Merci beaucoup Monsieur Levitte. Non seulement la France a continué le travail de la Corée, mais elle se lance sur trois dossiers très ambitieux – comme vous avez pu en juger –, mais peut-être que Monsieur Ho-Young voudrait faire un premier commentaire sur ces trois ambitions françaises et sur les difficultés auxquelles elles vont se heurter. Je cite donc la réforme du système monétaire international, sachant que vous n'avez pas parlé précisément de l'histoire du dollar comme monnaie de référence, le cours des matières premières dont l'histoire est très claire et puis la gouvernance globale qui touche à un domaine plus politique que la gouvernance mondiale. Nous sommes en plein dans le sujet de la conférence. Vous avez peut-être un commentaire ?

Ahn Ho-Young, Ambassadeur itinérant pour le G20

Merci beaucoup pour votre question, mais je pense y répondre en anglais, parce que mon français n'est pas assez bon.

En fait, je pense qu'on peut examiner de multiples façons la manière qu'a la France d'aborder sa présidence. Elle peut le faire de manière révolutionnaire ou évolutionnaire. Comme vous l'avez dit, la présidence française introduit trois questions nouvelles. En ce sens, on peut dire qu'elle est révolutionnaire. Cependant, en tant que personne très très conservatrice, elle est plus évolutionnaire que révolutionnaire. Par exemple, en matière de systèmes monétaires internationaux ; nous avons abordé toutes les questions liées à ce point lors du G20.

Comme je vous l'ai dit, le filet de sécurité financier mondial est un système touché par le type de problèmes qui ne peuvent pas être résolus totalement sans le concours d'un grand nombre d'entre nous. On s'en rend compte si on examine la question de très près. Cela concerne nous seulement les pays du G20, mais également ceux qui n'en font pas partie. Nous devons réfléchir sérieusement à ce que nous voulons faire du système monétaire international que nous avons depuis maintenant plus de six ans. Je n'en parlerai pas en détail, car Jean-David l'a déjà fait. Cependant, je pense qu'à l'étranger ce sujet suscite un intérêt important et beaucoup d'idées. La France, entre autres pays, serait l'un des meilleurs pour s'attaquer à ce problème.

Nous pouvons faire le même commentaire sur les deuxième et troisième sujets. L'instabilité touche le marché des produits de base. Comme l'a souligné à juste titre Jean-David, il y a différents aspects dans cette question : les produits eux-mêmes, les marchés financiers, etc. En fait, avec le Sommet de Pittsburgh, nous avons commencé à examiner la question. A Pittsburgh, nous avons convenu de traiter des subventions du marché énergétique, un marché porteur. En même temps, il s'agit une nouvelle fois d'une question fortement liée à l'instabilité du marché des produits de base.

Enfin, en ce qui concerne la gouvernance mondiale ; sans gouvernance mondiale, le G20 n'existera pas. La France introduit des questions qui à mon avis, sont évolutionnaires et je dois avouer, tout à fait opportunes. Etant donnée son expérience, ainsi que la capacité de la France en tant que nation, nous attendons beaucoup de la présidence française. Nous sommes très heureux que la Corée ait la possibilité de poursuivre son étroite collaboration avec la France, et en particulier avec Jean-David, que j'admire.

Jim Hoagland, Rédacteur en chef adjoint et éditorialiste, *Washington Post*

Dans mon domaine, à savoir le journalisme quotidien, nous portons une attention particulière à l'idée que tout est dans le timing. Le Sommet de Séoul tombe au moment où vont se dérouler au niveau international de nombreuses discussions autour des questions financières, qui ont un caractère urgent. Vous avez souligné à juste titre toute la nécessité pour le G20 d'établir sa crédibilité. Je pense que la majeure partie du monde, en particulier nombre de mes collègues présents à Séoul, examineront une question en particulier. Comment le G20 va-t-il résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés actuellement?

Il y a le problème des capitaux spéculatifs qui se déversent sur les pays en développement et le flot des dollars sur le marché, résultant des prévisions d'assouplissement quantitatif de la Réserve fédérale américaine. Je me demande comment vous allez pouvoir sortir du sommet en disant : « Nous avons maintenu notre crédibilité sur les instruments financiers du jour. » Pourriez-vous parler du concept de ce que vous allez faire pour restaurer ou établir la crédibilité internationale du G20 sur de ces questions ?

Ahn HO-YOUNG, Ambassadeur itinérant pour le G20

Merci pour cette question. Un grand nombre de Coréens me demandent : « Qu'allez-vous faire du fait que la Corée a été le pays d'accueil du Sommet du G20 ? » En fait, certains sont suffisamment aimables pour me demander : « Quel est, précisément, pour la Corée, l'avantage d'accueillir le Sommet du G20 ? » Ma réponse est la suivante. Avant de penser aux bénéfices tangibles du G20 en termes précis, essayons de nous poser la question suivante. Quel a été le coût économique de la crise financière que nous avons eue en septembre 2008 ? Si le processus du G20 a signifié quelque chose jusqu'à aujourd'hui, c'est bien le rétablissement de la stabilité sur les marchés financiers internationaux, ainsi que de l'économie internationale en général.

Considérons quelques-uns des problèmes auxquels le G20 a fait face récemment, comme par exemple la coordination macroéconomique et la réforme de la réglementation financière. Il y a également la réforme des institutions financières internationales. Rassemblons tout cela. Hier, M. Ban Ki-Moon a dit : « Relions les pointillés. » Sur le papier, il y a tous ces pointillés, de la coordination macroéconomique, de la réforme de la réglementation financière et de la réforme des institutions financières. Si on relie tous les pointillés entre eux, au final, le résultat sera davantage de stabilité dans l'économie internationale ; le meilleur avantage obtenu jusqu'ici grâce au processus du G20. Nous allons également continuer vers cet objectif grâce au processus et à la réunion du Sommet du G20 à Séoul.

Parallèlement, nous comptons traiter de questions plus spécifiques, comme vous l'avez mentionné. Y compris de celles des capitaux spéculatifs déversés sur les marchés émergents et du flot de dollars sur le marché résultant de la détente quantitative, etc . En réalité, à cause de la différence de taux d'intérêt, cet argent se glisse dans les marchés émergents. L'un des inconvénients de la détente quantitative serait notamment l'inondation des marchés.

De plus, nous parlons de dosage macroéconomique, dans le sens où il existe un grand nombre de problèmes auxquels il faut faire face. Pour les résoudre, nous devons de temps en temps employer des mesures fiscales et parfois des mesures monétaires. De même, de temps en temps, il faudra introduire des mesures supplémentaires afin de stabiliser les marchés financiers et ainsi de suite.

En somme, il faut envisager deux scénarios, dans le premier, chaque pays introduit ses mesures afin de faire face à ses propres problèmes, avec son propre dosage macroéconomique. Le second est lorsque les pays du G20, qui représentent 85 % du PIB mondial, regardent leurs représentants officiels dans les yeux. Ils peuvent essayer de coordonner leurs politiques fiscale et monétaire, ainsi que leur politique financière. Entre ces deux scénarios, lequel choisiriez-vous ? C'est la question que je vous sou mets. Quel scénario choisiriez-vous ? Je pense que la réponse serait évidente. Quoi que nous fassions à Séoul, si nous avançons sur cette voie, nous serons vraiment très heureux.

Jim Hoagland, Rédacteur en chef adjoint et éditorialiste, *Washington Post*

Je voulais demander à Jean-David d'exposer brièvement le concept français de la gestion de ces problèmes.

Jean-David Levitte, conseiller diplomatique et sherpa du président Nicolas Sarkozy

Je crois que la décision la plus utile dans la durée qui ait été prise par le G20 est la création de ce qu'on appelle le cadre pour une croissance durable, le *framework*. Pourquoi est-elle la plus utile dans la durée ? Parce qu'on a décidé à vingt de mettre sur la table nos prévisions pour la croissance de chacun de nos pays dans les années qui viennent. Et puis, on demande au Fonds monétaire de nous aider à voir si, en fonction des scénarios du Fonds, ces prévisions sont cohérentes et si, mises bout à bout, elles peuvent permettre d'avoir la croissance la plus forte dont le monde a véritablement besoin.

C'est un processus qui est absolument formidable, à mon avis, parce qu'il offre à des pays qui n'en ont pas l'habitude, l'occasion, pour la première fois, de dialoguer sur ce que chacun fait chez soi pour vérifier que tous ensemble on n'est pas en train de provoquer une nouvelle crise, une nouvelle bulle.

La question qui se pose et à laquelle nous allons devoir répondre est celle de savoir si, dans l'avenir, ce *framework*, ce cadre pour la croissance durable ne devrait pas aborder les questions monétaires. Jusqu'à présent, c'est le G7 des Ministres des Finances qui a été le lieu où sept pays se mettaient ensemble pour essayer de trouver des formules. Ça a marché plus ou moins dans les années 70-80, mais on voit bien aujourd'hui que le monde multipolaire dans lequel nous sommes débouche sur une multipolarité monétaire.

En 1945 et jusque dans les années 90, il n'y avait que le dollar. Aujourd'hui, l'euro trouve sa place progressivement et puis, naturellement, il y a le yuan et le yen. Il faut donc qu'on arrive à dialoguer entre nous et nous serions très heureux si nos partenaires estimaient que le G20 pouvait être, après le G7, la nouvelle enceinte pour parler de ces sujets.

A l'intérieur de ce *framework*, il y a une question spécifique qui est celle des parités de change. C'est un sujet extraordinairement sensible dont on ne parle pas dans une salle où se trouvent entre 100 et 200 personnes, de crainte de provoquer une chute ou une hausse brutale. Plus globalement, comme le disait Ho-Young, la question monétaire n'est qu'un des aspects de cette convergence que nous devons organiser dans la gestion de nos économies. C'est pour cela que cette approche large, je crois, est vraiment le succès durable du G20.

Ahn Ho-Young, Ambassadeur itinérant pour le G20

Je serai très bref. J'écoutais le point de vue de Jean-David sur le Cadre, qui m'a rappelé deux anecdotes que je pense pouvoir vous raconter sans trop porter préjudice aux travaux du G20. Lorsque nous préparions le premier Sommet du G20 à Washington, la Corée a préparé un mémorandum en cinq points qu'elle a soumis à la présidence américaine. Le premier point de ce mémorandum était le suivant : renforçons la coordination macroéconomique entre les pays du G20. Puis on m'a fourni un projet de communiqué pour le Sommet de Washington et à ce sommet, on faisait référence à la coordination macroéconomique.

J'ai participé à la réunion des sherpas à Washington et j'ai constaté qu'à part la Corée, personne ne soutenait le terme de coordination macroéconomique. En effet, ils disaient : « Au G20, nous sommes des pays souverains. Nous ne pouvons pas vraiment participer à une coordination macroéconomique. Peut-être lors du prochain sommet, pourra-t-on s'accorder sur une coopération macroéconomique. »

Personne n'a soutenu la coordination macroéconomique, mais aujourd'hui, tout le monde prend pour acquis le fait que le G20 existe pour parler de coordination macroéconomique. Hier, j'écoutais M. Trichet, qui mentionnait la rapidité avec laquelle Bâle III avait été accepté, par rapport à Bâle I et Bâle II. Il en va de même pour la coordination macroéconomique, dans le sens où, lorsque la Corée l'a proposée, personne n'a soutenu l'idée, alors qu'aujourd'hui, nous disposons d'un dispositif sérieux baptisé Cadre de Pittsburgh. Nous la réalisons grâce à lui ; c'est-à-dire la coordination macroéconomique. C'est le premier point.

Mon deuxième point touche à la préparation du Sommet de Pittsburgh, sous la présidence américaine. La présidence américaine a eu l'idée du Cadre. J'ai dit ce qui suit à mon sherpa américain, mon collègue aux Etats-Unis : « J'apprécie énormément l'initiative que prennent les Etats-Unis. » Pourquoi ? Parce qu'une telle initiative pourra se faire sous la forte autorité des pays membres du G20. Nous l'attendons avec impatience sous la présidence française, comme cela a été possible sous la présidence américaine, grâce à son expérience et ses capacités.

Peter Jankowitsch, Secrétaire général du Centre franco-autrichien pour le rapprochement économique en Europe

Merci beaucoup, Monsieur. Je pose une question de la part du point de vue d'un pays typiquement (*inaudible*) G20, notamment l'Autriche et si l'on regarde l'histoire du G8, la question qui se pose est : est-ce que le G20 va prendre le même chemin que le G8, c'est-à-dire qu'il va globalement s'occuper de pratiquement toutes les questions – non seulement des questions économiques, mais aussi sécuritaires, de non-prolifération. Cette question est très importante pour des pays de moindre taille, parce que dans ce type de scénario, un jour, le G20 pourrait peut-être remplacer – pas formellement, mais dans les faits – les conseillers de sécurité des Nations Unies. Au Conseil de sécurité des Nations Unies, on peut être élu, mais au G20 on ne peut pas être élu. Cette question est donc très importante pour un grand nombre de pays. Elle a d'ailleurs été posée hier par le Maroc.

La deuxième question est : quelle courroie de transmission le G20 envisage-t-il pour mettre en pratique ses propositions, ses décisions ? A un moment donné, le G8 avait l'habitude de prendre l'OCDE comme un forum pour mettre ses décisions en pratique. Mais quelle courroie de transmission existe-t-il pour le G20 dans cette affaire ?

Jean-David Levitte, conseiller diplomatique et sherpa du président Nicolas Sarkozy

Je n'ai pas voulu parler du G8. On a aussi la présidence du G8 en 2011. La question se posait de savoir si le G8 devait être maintenu ou non. Il y a eu unanimité pour dire : « Maintenons-le et on verra ce que ça va donner. » Ce qui m'a frappé au G8 de Muskoka, c'est qu'en effet, il y a des sujets qu'on traite facilement au G8, parce qu'ils nous sont communs. Nous sommes confrontés tous – en France, nous avons la réforme des retraites, par exemple – à des sujets typiques du G8 plus que du G20. Ainsi, on voit qu'il y a une répartition des rôles qui peut se faire. C'est vrai que le G8 aborde de plus en plus des questions globales d'intérêt commun, mais aussi des sujets politiques comme l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan, tout simplement, parce que sa composition favorise ce type de discussion.

Deuxièmement, sur le G20 – sous le contrôle de Ho-Young –, nous pensons qu'il ne doit pas s'élargir. D'ailleurs, à Pittsburgh, nous avons décidé qu'il était le premier forum pour les questions économiques et financières. Alors, tout est dans la définition des mots « économiques » et « financières ». Dans l'économie, avec la Corée, nous mettons volontiers les questions de développement. Mais là encore, on a une question qui se pose, parce que le G8 apporte 80 % de l'aide au développement du monde. Les pays africains, qui ont un partenariat avec le G8 depuis de nombreuses années maintenant, veulent maintenir ce lien et nous, nous sommes d'accord. Ça n'empêche pas le G20 de traiter les questions de développement au sens large, de fixer des règles du jeu, des codes de bonne conduite. Je crois donc qu'il y a la place pour une bonne répartition des rôles.

Enfin, sur la question des courroies de transmission. Bien sûr on va s'appuyer sur un grand nombre d'organisations, à commencer par le Fonds monétaire : c'est déjà fait ; la Banque mondiale : c'est déjà fait. L'OCDE nous fournit des rapports, mais il y a toutes les autres organisations. Pour cela, nous allons proposer, le moment venu, à nos partenaires du G20, peut-être, la création d'un secrétariat d'une vingtaine de membres, parce qu'il est vrai que c'est un énorme travail. Il serait bon d'avoir une vingtaine de spécialistes qui puissent, de façon souple, assurer le suivi, la cohérence et le dialogue avec les organisations les plus concernées.

Je crois qu'il est très important, enfin, de dialoguer avec les Nations Unies. D'ailleurs, dès le 16 novembre – quatre jours après la fin du sommet de Séoul –, nous irons – je ne sais pas qui ira pour la Corée, mais j'irai pour la France –, plancher devant l'Assemblée générale des Nations Unies, répondre à toutes les questions qui seront posées par les 172 états membres, qui ne sont pas à Séoul, mais qui veulent se sentir impliqués dans le travail accompli par le G20 et qui veulent faire passer leurs messages.

Ahn Ho-Young, Ambassadeur itinérant pour le G20

Pour ce qui est de la relation entre le G8 et le G20, je vais vous dire ceci. J'étais à Washington en novembre 2008, et le premier jour du Sommet du G20, j'ai lu la première page du *Washington Post*. Qui est un journal local et de la capitale. Il disait qu'à Washington, on voit l'histoire en marche. Voilà ce que j'ai lu en première page du *Washington Post*. Il était écrit qu'étant donné l'effervescence provoquée par le G20 dans la ville, celui-ci allait remplacer le G8. Je

l'ai lu. Je dois vous dire, Jim que je suis d'accord avec presque tout ce que je lis dans le *Washington Post*. Pourtant, ce jour-là, je me suis dit « Ça n'arrivera peut-être pas. »

Pourquoi ? Parce que le G8 a plusieurs décennies d'histoire, plusieurs décennies d'expérience, qui ne disparaîtront pas en un clin d'œil. Il y a de cela plusieurs semaines, nous avons eu le plaisir d'accueillir Lionel Jospin, l'un des anciens premiers ministres de la France, dans mon pays. Nous participions à une réunion, et beaucoup de personnes parlaient de ce sujet. Ils disaient que le G20 émergeait ; qu'un de ces jours il allait remplacer le G8, etc. Alors Lionel Jospin, en qualité d'ancien premier ministre de la France, a dit qu'il fallait se souvenir d'une chose. La communauté internationale a beaucoup de mal à s'accorder sur des organisations internationales, et encore plus sur leur dissolution. Le G8 survivra. C'est ce qu'a dit Lionel Jospin et je pense que c'est ce que nous constaterons.

Pour ce qui est de la deuxième question, la courroie de transmission, je suis d'accord avec tout ce qu'a dit Jean-David. En même temps, je dois vous parler de la manière dont les pays qui ne sont pas membres du G20 considèrent la relation entre le G20 d'un côté et les organisations internationales de l'autre. Nous devrions prendre en compte leur point de vue. Comme l'a dit Jean-David, lorsque les dirigeants du G20 s'accordent sur certains points, ils adorent les faire suivre aux organisations internationales. Les organisations internationales, pour leur part, adorent coopérer avec le G20.

Parallèlement, nous devrions de temps en temps prendre en considération l'opinion des pays de ces organisations internationales qui ne sont pas membres du G20. Et ils pensent ceci ; vous êtes les plus forts, vous prenez des décisions importantes dans leur dos et vous les imposez aux organisations internationales, dont je suis un membre local. C'est inacceptable. C'est le point de vue largement partagé par les pays qui ne sont pas membres du G20. C'est la raison pour laquelle, comme je l'ai dit à maintes reprises, la notion de proximité est importante.

Jim Hoagland, Rédacteur en chef adjoint et éditorialiste, *Washington Post*

Je vais laisser le dernier mot à Samir, après quoi nous bouclerons cette session.

Samir Aita

Rédacteur en chef du *Monde diplomatique éditions arabes*, et président du Cercle des économistes arabes

En France, si vous écoutez ce qui a été dit, on a tendance à continuer sur la lancée du début. Le G20 a été mis en place pendant la crise et la question principale est la suivante : la crise est-elle terminée ou sommes-nous encore dans une période de déséquilibre ? Hier, M. Trichet a dit que nous devons être humbles, car nous ne maîtrisons pas les mécanismes qui génèrent une nouvelle crise, un nouveau déséquilibre, à un certain moment. De toute façon, pourquoi gaspiller des ressources ? La question est la suivante : avons-nous terminé de faire le nécessaire ?

Une autre remarque m'a frappé, lorsque quelqu'un a dit que même si on avait appliqué Bâle II, qui n'a pas été appliqué en intégralité, nous n'aurions pas supporté la crise. Nous nous assignons désormais des paramètres pour Bâle III. Bâle III pourrait-il supporter la crise ? Nous n'avons pas de vue d'ensemble sur le sujet. Il y a encore beaucoup de questions sur la stabilité globale, la possibilité d'une crise et l'émergence du mécontentement parmi les populations.

Il est facile de dire, depuis la réunion du G20, quelle devrait être la politique, mais chaque pays, même la Chine, a ses propres problèmes. Les gens demandent de l'argent, davantage de sécurité sociale et bien entendu, des pays comme le Maroc demandent où se situe la légitimité du G20 par rapport aux problèmes propres au Maroc. Ils ne se sentent pas représentés par l'Arabie saoudite, par exemple, en tant que groupe, dans une telle configuration. Ce que la France a mis en avant, en plus du programme d'origine, est ambitieux. Bonne chance. C'est notamment difficile en lien avec le troisième problème, la réforme des Nations Unies. Bonne chance et merci à tous les deux.

Jim Hoagland, Rédacteur en chef adjoint et éditorialiste, *Washington Post*

La voix de la dure réalité vient clore cette session. Merci à tous d'être venus.